

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2007)
Heft: 2

Artikel: Le renseignement : quelques problèmes
Autor: Pinadel, Jean-Bernard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346682>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le renseignement: quelques problèmes

Jean-Bernard Pinadel

D'après Jean-Bernard Pinadel: «Intelligence économique ou renseignement? Quels points communs? Quelles spécificités? Quels outils?» et Franck Bulinge: «Renseignement français: les origines d'une culture négative», *Défense nationale*, décembre 2004.

Traiter l'information blanche: un enjeu capital

Le problème de la recherche et du recueil de l'information blanche disponible sur l'*Internet* est loin d'être réglé. Alors que la ressource d'informations mondiale disponible sur le *Web* est évaluée aujourd'hui entre 600 et 1 000 milliards de documents multilingues, *Google* a annoncé, lors de son entrée en bourse, qu'il n'en avait indexé dans son système qu'environ 3 milliards. Cela signifie que l'information blanche accessible par tout internaute correspond à moins de 1% des ressources du *Web*, alors qu'il s'agit d'informations publiques. Or, les informations les plus intéressantes pour les entreprises sont diffusées le plus souvent par des sources qui ne sont pas répertoriées et qui constituent ce que les professionnels appellent le *Web* profond ou invisible.

En outre, ce pourcentage de 1% est largement surestimé car l'internaute ne pourra pas avoir accès à la majorité des documents indexés sur *Google*, qui sont dans des langues incompréhensibles pour lui. Le pourcentage des documents disponibles en anglais diminue en effet chaque année rapidement. L'usage des logiciels de traduction en ligne ne résoudra pas dans l'immédiat ce problème. La clé se trouve dans la capacité à générer des requêtes en langue étrangère. Ainsi, en tapant sur *Google* les mots-clés «Nestlé OGM» en français et en demandant dans la «Recherche avancée» les documents en langue chinoise traditionnelle, le résultat obtenu sera inférieur à 10 documents. Si la même requête est directement faite en chinois, ce seront plus de 17000 documents qui seront identifiés.

Par ailleurs, même si l'internaute parle le chinois, il sera incapable de filtrer et dé-doublonner rapidement ces 17000 documents pour en extraire ceux qui contiendront l'information pertinente qu'il recherche. Un internaute qui ne dispose pas d'une plate-forme intégrée de veille n'a accès, en fait, qu'à une infime partie de l'information publique (blanche) disponible. Ce simple exemple montre que le «banal problème de veille» est en fait un enjeu capital pour permettre:

- d'accéder à l'information du *Web* invisible, c'est-à-dire à l'information qui n'est pas indexée dans les moteurs de recherche gratuits;
- de filtrer et de dé-doublonner cette information multilingue;

- de classer et de pré-analyser cette information pour fournir aux analystes compétents une information qualifiée, pertinente et exempte de bruit.

Le conflit irakien génère chaque jour 300 à 900 articles qui y font référence dans seulement 50 des plus importants quotidiens en ligne publiés dans les 20 principaux États du monde. Certains jours *The Guardian*, quotidien britannique, publie jusqu'à 60 articles contenant le mot «Irak». Comment peut-on espérer pouvoir analyser cette information au quotidien pour y dégager les tendances à un coût acceptable sans l'aide de logiciels spécialisés?

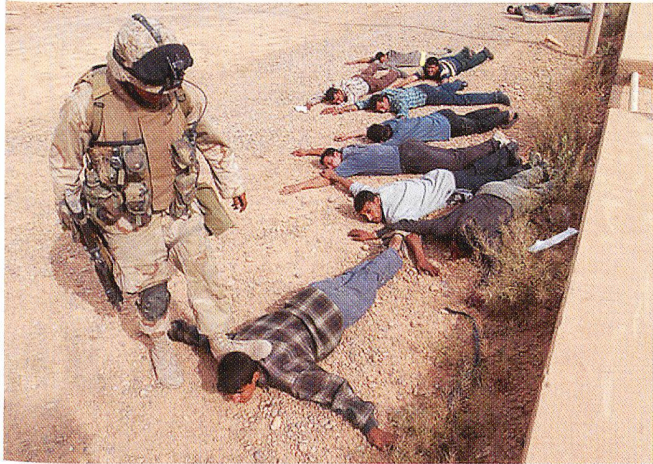
La veille passive consiste à mettre en place un dispositif automatique de surveillance d'un certain nombre d'acteurs ou de thèmes sur un périmètre de sources données, ce dispositif étant capable de repérer et de recueillir tout document comportant un fait nouveau mis en ligne dans les sources surveillées et comportant les mots-clés correspondant aux thèmes ou aux acteurs désignées. Les dispositifs automatiques de veille doivent être capables de les catégoriser, de les dé-doublonner et de les fournir, soit sous forme de portail de veille (forme de diffusion *pull*), soit en les adressant dans la messagerie du client (*push*). L'efficacité de la veille passive est très liée à la qualité des logiciels et des consultants capables de comprendre et de paramétrer les besoins des clients. La veille passive ne s'adresse qu'à des sources documentaires ouvertes, la veille active consiste à extraire des informations non ouvertes de sources identifiées par divers procédés dont certains sont à la limite de la légalité.

Pour donner un aperçu sur l'état de l'art des dispositifs de veille passive et fixer les esprits sur la puissance des outils actuels, les contrats les plus importants signés aujourd'hui visent à surveiller simultanément, plusieurs fois par heure, tout ce qui est dit sur 200000 acteurs dans 10000 sources. Le volume de documents traités quotidiennement dans ce genre de contrat étant de l'ordre de 1 000 000 documents par jour.

Une culture négative: l'anathème!

«Espion: fouine doublée d'une taupe». Cette définition, trouvée dans une grille de mots croisés de magazine populaire, donne la mesure de l'image que renvoie l'espionnage dans la culture

française Elle résume l'évolution d'une fonction, considérée dans sa plus simple expression (l'espion) comme infâme et contrainte à la parodie, par une sorte d'exorcisme de l'inconscient collectif face à la raison d'État. L'étymologie italienne du mot espion sous-entend les notions d'intrigue et de machiavélisme liées à l'activité d'un être considéré en France comme un «mouchard», un «indicateur».



La dérive du terme l'associe à celui de «délateur», de «corbeau», être infâme et malfaisant.

Le rejet de l'espion et de son travail émanerait-il d'un clivage entre civils et militaires? Par une sorte d'ironie de l'histoire, l'espion n'est pas plus apprécié chez les militaires français que dans la société civile. Car la tradition militaire condamne l'espionnage, et l'espion est publiquement désavoué.

A la veille de 1914, on considère souvent comme incompatible l'état d'officier avec celui d'espion, qui en contredit l'idéal d'honneur. En 1942, le général Giraud reçoit le colonel Rivet, chef des services de renseignement, avec une ironie méprisante: «Ah! C'est vous l'espion...» L'espionnage est méprisé parce que «culturellement méprisable».

Même si le CICR prévoit «les ruses de guerre et l'emploi des

moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi», en temps de guerre, l'espion capturé, considéré comme un traître, est pendu ou fusillé.

A partir des années 1960, l'emploi du terme «barbouze» renvoie l'espion à l'image confuse et ambiguë des services d'ordre de certains partis politiques. Le fait que des responsables politiques, ayant évolué au sein de ces services parallèles, se soient vus par la suite confier la responsabilité des affaires secrètes lors de leur accession au pouvoir, a sans doute contribué à troubler durablement l'image des services officiels.

En France, le renseignement est méconnu non seulement du public, mais également des médias, des hommes politiques et jusqu'aux scientifiques, qui évitent ce champ de recherche difficilement exploitable en raison de la faiblesse bibliographique et de la nature essentiellement secrète de cette activité. Parmi les symptômes de ce clivage culturel, le plus remarquable est sans doute celui de la méconnaissance sémantique du renseignement.

Par exemple, la simplification d'une fonction collective (*le renseignement*), par l'emploi d'un vocable individuel (*l'espion*), dénonce isolément l'acte et son exécutant, encourageant l'opinion publique à ignorer l'existence, pourtant évidente, d'une équipe organisée au sein d'une bureaucratie relevant d'un ministère, donc d'une volonté politique. L'espion démasqué apparaît au mieux comme un lampiste, au pire comme un bouc émissaire assumant l'infamie et la trahison. Sa vie, ou plus simplement sa carrière, dépend de la raison d'État. Son sacrifice éventuel, statistiquement invérifiable, alimente le fantasme collectif, mais relève moins de l'héroïsme que de l'ironie d'un sort décidé malgré lui.

Les principaux vecteurs d'ignorance sont les médias, notamment la presse écrite, qui multiplie les articles sur le renseignement. Faute d'un accès libre à l'espace cryptique, les acteurs externes buttent sur leur impossible connaissance de la réalité et imposent une référence basée sur les apparences et sur les opinions, à travers une terminologie profane, par exemple le journaliste spécialisé qui qualifiait un centre d'écoute de «radar espion».

J-B.P.



Le procès pour espionnage de Francis Gary Powers, pilote de la CIA abattu avec son U-2 sur l'URSS en 1960.